

**Délibération n° 2019-02-12/13**

**Objet : Jour de carence pour maladie des agents publics (fonctionnaires et contractuels) : incidence sur le régime indemnitaire**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU MARDI 12 FÉVRIER 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le douze février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 6 février 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Secrétaire de séance : B. Conte Arranz**

**Présents : J.P Rico, Maire**

M. Marcou - B. Conte Arranz – C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet – G. Riguidel - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers – B. Deltour - R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain – A. Estève - C. Prost - S. Waselynck – B. Cosme - I. Gianiel

**Absents ayant voté par procuration : F. Bertouy excusée, pouvoir à J.M Malek - X. Mirault excusé, pouvoir à M. Pellet - C. Moreteau excusée, pouvoir à J.P Rico - B. Rodriguez excusée, pouvoir à C. Pistre - A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – A. Jamet excusé, pour à S. Waselynck**

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

***Monsieur le Maire rapporte :***

L'article 115 de la loi n°2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 réintroduit un jour de carence pour le versement de la rémunération au titre du congé de maladie des agents publics.

Cet article dispose que :

- Les agents publics en congé de maladie et les salariés en congé de maladie pour lesquels l'indemnisation de ce congé n'est pas assurée par un régime obligatoire de sécurité sociale ou est assurée par un régime spécial de sécurité sociale mentionné à l'article L.711-1 du code de la sécurité sociale ne bénéficient du maintien de leur traitement ou de leur rémunération, ou du versement de prestations en espèces par l'employeur qu'à compter du deuxième jour de ce congé.

Cette règle ne s'applique pas :

- Lorsque la maladie provient de l'une des causes exceptionnelles prévues aux articles L.27 et L.35 du code des pensions civiles et militaires de retraite ;
- Au deuxième congé de maladie, lorsque la reprise du travail entre deux congés de maladie accordés au titre de la même cause n'a pas excédé 48 heures ;
- Au congé pour invalidité temporaire imputable au service, au congé du blessé prévu à l'article L.4138-3-1 du code de la défense, aux congés pour accident de service ou accident du travail et maladie professionnelle, au congé de longue maladie, au congé de longue durée et au congé de grave maladie
- Aux congés de maladie accordés postérieurement à un premier congé de maladie au titre d'une même affection de longue durée, au sens de l'article L.324-1 du code de la sécurité sociale, pour une période de trois ans à compter de ce premier congé de maladie.»

Considérant la délibération n° 2013-05-16/6 relative à l'approbation du nouveau régime indemnitaire,

Considérant la délibération n° 2016-12-06/20 relative au nouveau régime indemnitaire RIFSEEP (régime indemnitaire lié aux fonctions, sujétions, expertise et engagement professionnel),

Considérant la délibération n° 2017-12/14/16 relative au RIFSEEP des adjoints techniques et des agents de maîtrise,

Vu la circulaire du ministère de l'action et des comptes publics NOR CPAF1802864C du 15 février 2018 relative au non versement de la rémunération au titre du premier jour de congé de maladie des agents publics civils et militaires, notamment le paragraphe 4.1 « sont exclues de l'assiette de la retenue les primes et indemnités suivantes :

- le supplément familial de traitement ;
- les primes et indemnités qui ont le caractère de remboursement de frais ;
- les primes et indemnités liées au changement de résidence, à la primo affectation, à la mobilité géographique et aux restructurations ;
- les primes et indemnités liées à l'organisation du travail ;
- les avantages en nature ;
- les indemnités d'enseignement ou de jury ainsi que les autres indemnités non directement liées à l'emploi, dès lors que le service a été fait ;
- la part ou l'intégralité des primes et indemnités dont la modulation est fonction des résultats et de la manière de servir ;
- les versements exceptionnels ou occasionnels de primes et indemnités correspondant à un fait générateur unique ;
- la prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser le Maire :

- ✦ A mettre en application la circulaire du ministère de l'action et des comptes publics NOR CPAF1802864C du 15 février 2018,
- ✦ A signer les actes correspondants.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 12 février 2019  
Le Maire  
Jean-Pierre RICO

